

Les évêques américains sonnent la mobilisation générale contre le gouvernement Obama

Author : Rédaction RC

Categories : [Americatho](#), [Episcopat](#), [Hôpitaux catholiques](#), [Les "catholiques" d'Obama](#), [Obamacare vs. catholiques](#), [Points non négociables](#)

Date : 1 février 2012



Près des deux tiers des évêques des 195 diocèses américains – et le nombre croît chaque jour – ont déjà fait savoir leur condamnation ferme – et parfois véhémement – du récent mandat fédéral promulgué par le ministère de la Santé, et donc par la “catholique” **Kathleen Sebelius**, qui vise à obliger l’Église catholique et ses institutions à couvrir le remboursement des pilules abortives, des moyens contraceptifs et de la stérilisation dans ses contrats d’assurance maladie ! Une attaque sans précédent contre la liberté religieuse, contre la liberté de conscience et contre la liberté. Et un mandat qui découle des dispositions de l’**ObamaCare**, qu’avaient vues et dénoncées les évêques américains mais que beaucoup d’idiotes utiles catholiques avaient refusé de voir : leurs yeux sont désormais dessillés et beaucoup d’entre eux se joignent désormais à la protestation de leurs pasteurs... Par une “ironie” de l’histoire, **Obama**, qui avait habilement et mensongèrement réussi à diviser les catholiques pour faire passer son **ObamaCare**, se trouve aujourd’hui être l’agent de leur réunification...

J’ai choisi de traduire à votre intention une monition adressée le 30 janvier aux fidèles de l’archidiocèse de Washington D.C. par leur ordinaire, le cardinal **Donald Wuerl**. Elle résume bien l’enjeu de la bataille, mais elle vient surtout d’un prélat qui ne passe pas pour un “conservateur”. Elle n’en est que plus révélatrice de la mobilisation générale contre une dérive prévisible d’un gouvernement dont la malfaisance n’est plus à démontrer.

Le 20 janvier 2012, le ministère de la Santé des États-Unis [**United States Department of Health and Human Services**], avec l’approbation du Président **Barack Obama**, a publié un nouveau mandat fédéral rendant obligatoire la couverture des médicaments abortifs, de la stérilisation et de tous les contraceptifs agréés par la **FDA** [1], pour pratiquement tous les employeurs, y compris les institutions religieuses.

Qu’est-ce qui est au cœur de la préoccupation des évêques catholiques et d’autres sur cette décision du gouvernement d’**Obama** ? En quoi peut-il affecter l’archidiocèse de Washington ?

Ce nouveau mandat est le premier règlement fédéral dans l'histoire de notre nation exigeant de toutes les institutions religieuses qu'elles payent pour la couverture de médicaments abortifs, de la stérilisation et des contraceptifs. Les gens étaient déjà libres d'utiliser ces produits et procédures largement disponibles. Jusqu'à la publication de ce mandat, les employeurs pouvaient choisir ou ne pas choisir de les couvrir, et les particuliers pouvaient choisir ou ne pas choisir de chercher des employeurs qui les paieraient pour eux. Désormais, à peu près toutes les compagnies d'assurance devront inclure les substances abortives, la stérilisation et les contraceptifs. Pratiquement les institutions catholiques et les particuliers devront payer pour cette couverture. Être obligé de fournir ces services viole à la fois nos convictions religieuses et notre liberté.

En maintenant ce règlement du ministère de la Santé, le gouvernement a ignoré le premier amendement de la Constitution des États-Unis et a nié aux catholiques leur droit le plus fondamental, leur droit à la liberté religieuse. Malgré la demande de l'Église d'élargir le champ de l'exemption religieuse, ce qui a été repris par beaucoup d'autres institutions religieuses, le gouvernement a refusé de modifier de champ d'exemption religieuse contenu dans ce règlement qui le limite aux groupes religieux qui emploient et servent des gens essentiellement de leur propre foi. La plupart des églises et des institutions gérées par elles, sont hors du champ de cette exemption en raison de leur grande ouverture à servir le bien commun de la société et tous les gens indépendamment de leurs croyances.

Même ceux qui peuvent être en désaccord avec l'enseignement de l'Église sur le caractère sacré de la vie, comme le conseil de rédaction du *Washington Post* ou du *New York Daily News*, ont déclaré qu'il ne revenait au gouvernement de forcer des institutions religieuses à avaliser et payer des procédures ou des médicaments qui violent leurs croyances.

Que va-t-il se passer si ce mandat est maintenu ? Nos écoles, nos hôpitaux et nos organisations charitables se trouveront dans une situation intenable : choisir entre violer la loi civile ou abandonner leurs principes religieux.

Par exemple, ce mandat autorisera une école catholique à choisir l'une de ces trois options : 1. violer ses croyances en fournissant une couverture pour des médicaments et des procédures que nous estimons immoraux ; 2. cesser de fournir une assurance à tous ses employés et supporter des amendes à répétitions et à la fin ruineuses ; ou 3. tenter de se maintenir dans le champ d'exemption en ne salariant et ne servant plus que des catholiques.

Une école catholique ne peut tout simplement pas enseigner vraiment la doctrine catholique et fournir une assurance à ses enseignants – et dans le cas des universités catholiques, également à ses étudiants – qui viole ses croyances propres. Elle ne peut pas davantage refuser à ses employés l'accès à une assurance santé abordable, un droit humain fondamental. Elle ne peut pas non plus se permettre de payer des amendes écrasantes. Elle ne peut pas non plus fermer ses portes aux non catholiques.

Il n'y a désormais plus aucun doute que la liberté religieuse dans notre pays est en péril. Voici seulement quelques semaines, le gouvernement **Obama** a tenté, sans succès, de faire dire à la Cour suprême que le gouvernement avait le droit d'interférer dans le choix par une église de

ses ministres. Heureusement, la Cour a rejeté à l'unanimité cette position extrémiste. De manière injustifiée, le gouvernement a poussé sur un autre front.

Les catholiques dans toute l'Amérique sont déjà en train de combattre ce mandat. Des journalistes catholiques de toutes tendances ont abondamment critiqué ces dispositions comme étant injustes, et les dirigeants de grandes organisations catholiques – Comme la **Catholic Health Association**, les **Catholic Relief Services** et **Catholic Charities USA** – ont également exprimé leur opposition à ces dispositions. Entretemps, la [Commission Ad Hoc sur la liberté religieuse](#) des évêques, explore activement toutes les options contentieuses et d'initiatives législatives pour remédier à cette injustice.

Le temps est venu de parler haut et fort. C'est maintenant que toutes nos voix doivent être entendues. Par conséquent, je vous demande deux choses. D'abord, comme communauté de foi nous devons nous engager à prier pour que la sagesse et la justice puissent l'emporter, et pour que la liberté religieuse puisse être sauvegardée. Ensuite, je vous demande de visiter [ces deux sites : [ici](#) et [là](#)] pour en savoir plus sur cette attaque contre la liberté religieuse et pour trouver les moyens de soutenir une législation susceptible d'abolir cette décision gouvernementale.

1. Food and Drug Administration : office fédéral de contrôle des produits pharmaceutiques et alimentaires.